

DIADEME PROXIMITE I

Fonds d'Investissement de Proximité (FIP)
Fonds régi par l'article L.214-41-1 du Code monétaire et financier et par ses textes d'application
Fonds non éligible au Plan d'Epargne en Actions
FIP agréé par l'AMF le 5 juin 2007
Code ISIN : FR0010476507

NOTICE D'INFORMATION

AVERTISSEMENT

L'Autorité des Marchés Financiers (AMF) appelle l'attention des souscripteurs sur les risques spécifiques qui s'attachent aux Fonds d'Investissement de Proximité (FIP).

Lorsque vous investissez dans un FIP (Fonds d'Investissement de Proximité), vous devez tenir compte des éléments et des risques suivants :

- Le Fonds va investir au moins 60 % des sommes collectées dans des entreprises à caractère régional, dont au moins 10 % dans de jeunes entreprises (créées depuis moins de 5 ans). Les 40 % restants seront éventuellement placés dans des instruments financiers autorisés par la réglementation, par exemple dans des supports liés au secteur immobilier, dans l'alternatif (via des OPCVM de fonds alternatifs), des actions ou des fonds (ceci étant défini dans le Règlement et la Notice du FIP) ;
- Pour vous faire bénéficier de l'avantage fiscal, les seuils de 10 % et de 60 % précédemment évoqués devront être respectés dans un délai maximum de 2 exercices et vous devrez conserver vos parts pendant au moins 5 ans. Cependant la durée optimale du placement n'est pas liée à cette contrainte fiscale du fait de l'investissement du fonds dans des sociétés régionales, souvent de petite taille, dont le délai de maturation est en général important ;
- Votre argent va donc être en partie investi dans des entreprises qui ne sont pas cotées en bourse. La valeur de vos parts sera déterminée par la société de gestion selon la méthodologie décrite dans le Règlement du fonds, sous le contrôle du commissaire aux comptes du fonds. Le calcul de cette valeur est délicat ;
- Le rachat de vos parts peut dépendre de la capacité du fonds à céder rapidement ses actifs ; il peut donc ne pas être immédiat ou s'opérer à un prix inférieur à la dernière valeur liquidative connue ;
- En cas de cession de vos parts à un autre souscripteur, le prix de cession peut être également inférieur à la dernière valeur liquidative connue.

I. LES CARACTERISTIQUES JURIDIQUES DE DIADEME PROXIMITE I

1. LES ACTEURS

Société de Gestion : UFG Private Equity,
Société par actions simplifiée au capital de 500.000 euros
Ayant son siège social au
173 boulevard Haussmann - 75008 Paris
Immatriculée sous le numéro 452 276 181 RCS Paris
Agréée par l'Autorité des Marchés Financiers en tant que
société de gestion sous le numéro GP 04 032

Dépositaire : BNP Paribas Securities Services,
Société anonyme au capital de 165.279.835 euros
Ayant son siège social au 3, rue d'Antin - 75002 Paris
Immatriculée sous le numéro 552 108 011 RCS Paris

**Délégué de la gestion comptable :
BNP Paribas Fund Services France**
Société par actions simplifiée au capital de 1.000.000 euros
Ayant son siège social au 3, rue d'Antin - 75002 Paris
Immatriculée sous le numéro 409 023 835 RCS Paris

**Délégation de gestion sur la fraction cotée :
UFG Investment Managers**
Société anonyme au capital de 4.560.000 euros
Ayant son siège social au
173 boulevard Haussmann - 75008 Paris
Immatriculée sous le numéro 314 024 019 RCS Paris

Commissaire aux Comptes : Deloitte & Associés
Société anonyme au capital de 1.723.040 euros
Ayant son siège social au
185, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine
Immatriculée sous le numéro 572 028 041 RCS Nanterre

Compartiment : Non

Nourricier : Non

2. LE FONDS

Diadème Proximité I est un Fonds d'Investissement de Proximité (FIP) régi par le Code Monétaire et Financier et ses textes d'application ainsi que par le Règlement du Fonds.

La durée de vie du Fonds est de 7 ans. Cette durée peut être prorogée par la Société de Gestion en accord avec le Dépositaire par période d'une année et au maximum trois fois.

3. LES SOUSCRIPTEURS CONCERNES

Personnes physiques, personnes morales, OPCVM et personnes morales de droit public.

II. LES CARACTERISTIQUES DE GESTION DE DIADEME PROXIMITE I

1. ORIENTATION DE GESTION

Investissement dans la partie éligible au quota de 60 % :
L'objectif du Fonds est d'investir 60 % dans des petites et moyennes entreprises industrielles ou de services, non cotées ou cotées, à des stades de développement matures : capital développement et capital transmission/LBO.

Géographie :

Pour cette part de l'actif (60 % au moins) soumise aux critères de proximité, le Fonds investira dans des sociétés situées dans la zone géographique composée des régions Ile-de-France, Bourgogne et Rhône-Alpes, des sociétés européennes, implantées dans ces régions, conformément à la réglementation applicable.

Secteurs :

Les secteurs d'investissement sélectionnés seront notamment les secteurs traditionnels, dont les services aux entreprises et à la personne, l'industrie, la distribution spécialisée ou encore les biens de consommation, mais les investissements viseront également les entreprises dans d'autres secteurs d'activité pourvu qu'elles satisfassent aux critères d'éligibilité au FIP et présentent des perspectives de valorisation réelles et compatibles avec l'horizon de liquidité du Fonds.

Stades de développement :

Les investissements seront également répartis en fonction du cycle de vie des entreprises mais une priorité sera donnée aux entreprises matures, soit en capital développement soit en capital transmission/LBO.

Le Fonds n'investira pas plus de 10 % de son actif dans une même société.

L'actif du Fonds est constitué, pour 60 % au moins, de valeurs mobilières, parts de SARL et avances en compte courant (dans la limite de 15 % dans des sociétés non cotées dans lesquelles le Fonds détient au moins 5% du capital), dont au moins 10 % dans des entreprises de moins de 5 ans d'existence, émises par des sociétés ayant leur siège dans un Etat membre de la Communauté Européenne, soumises à l'impôt sur les sociétés, exerçant leur activité principalement dans la zone géographique du Fonds (régions Ile-de-France, Bourgogne et Rhône-Alpes), répondant à la définition de PME (sociétés employant moins de 250 personnes et qui ont soit un chiffre d'affaires inférieur à 50 M€ soit un total de bilan inférieur à 43 M€) et qui n'ont pas pour objet la détention de participations financières (sauf à détenir exclusivement des titres de sociétés éligibles dont l'objet n'est pas la détention de participations financières)

Le Fonds pourra investir, dans la limite de 20 % de son actif, en titres de capital, ou donnant accès au capital, admis aux négociations sur un marché réglementé, et émis par des sociétés dont la capitalisation boursière est inférieure à 150 millions d'euros.

La Société de Gestion a délégué l'investissement dans les sociétés cotées à la société UFG Investment Managers, filiale du Groupe Crédit Mutuel Nord Europe.

Les liquidités, notamment au cours de la période entre la date de constitution du Fonds et la date d'inventaire de clôture de l'exercice suivant l'exercice de la constitution du Fonds, seront placées essentiellement en organismes de placement collectif en valeurs mobilières monétaires et en actions gérés notamment par le groupe de la Société de Gestion : le groupe Crédit Mutuel Nord Europe.

Le Fonds s'interdit d'investir sur les marchés à terme, dans les hedge funds spéculatifs et dans les warrants.

Investissement dans la partie non éligible au quota :

La part de l'actif (40 % maximum) non soumis aux critères de proximité sera notamment investie dans des supports éligibles à l'actif d'un FIP et :

- Liés au secteur immobilier pour environ 10 % à 20 % de l'actif du Fonds dans des supports adossés à l'immobilier conformément à la réglementation applicable situés dans toute la France et visant différents types de locaux (bureaux, locaux commerciaux et d'activité, entrepôts, logements) afin de garantir également une répartition des risques locatifs ;
- Dans des organismes de placement collectif en valeurs mobilières monétaires et en actions avec un profil équilibré (50 % actions et 50 % obligations) ou offensif (100 % actions),
- Dans des organismes de placement collectif thématiques (fonds spécialisés dans un domaine particulier comme par exemple l'environnement, les ressources naturelles/matières premières, l'énergie, la santé, l'alimentaire, etc),
- Et dans l'alternatif, via des organismes de placement collectif en valeurs mobilières de fonds alternatifs de droit français gérés notamment par le groupe de la Société de Gestion : le groupe Crédit Mutuel Nord Europe (à hauteur de 10 % maximum) ;

Ces pourcentages sont néanmoins donnés à titre indicatif et sont susceptibles d'évoluer en fonction des possibilités d'investissement et de l'appréciation des opportunités de marché.

La Société de Gestion se réserve la possibilité d'investir les éventuelles plus-values réalisées et revenus (coupons, dividendes, etc.) nets dans un ou plusieurs organismes de placement collectif en valeurs mobilières actions européennes dont l'objectif de gestion sera d'investir dans des sociétés distribuant un dividende supérieur au dividende moyen du marché. Ces OPCVM pourront être gérés par le groupe de la Société de Gestion : le groupe Crédit Mutuel Nord Europe. La Société de Gestion pourra privilégier des placements plus sécurisés pendant les dernières années de vie du Fonds.

2. LES CATEGORIES DE PARTS

Le Fonds comporte deux catégories de parts, comme indiqué à l'article 12.2 du Règlement du Fonds, conférant différents droits aux porteurs, dans la limite des actifs du Fonds :

- **Les parts A** sont réservées plus particulièrement aux personnes physiques, aux personnes morales, aux OPCVM et aux personnes morales de droit public. Les parts de catégorie A ont vocation à recevoir, outre un montant égal à leur montant souscrit et libéré, un montant égal à 80 % du solde des Produits Nets et des Plus-Values Nettes du Fonds, tel que défini à l'article 7.1 du Règlement du Fonds.
- **Les parts B** sont réservées aux dirigeants, salariés ou personnes physiques en charge de la gestion du Fonds et la Société de Gestion elle-même (en tant que sponsor du Fonds). Les parts de catégorie B ont vocation à recevoir, au-delà de leur montant souscrit et libéré et dès lors que les parts A auront été remboursées de leur montant souscrit et libéré, un montant égal à 20 % du solde des Produits Nets et des Plus-Values Nettes du Fonds.

Pour chacune des catégories de parts, la Société de Gestion pourra émettre des centièmes, millièmes, dix millièmes ou cent millièmes de part.

III. LES CARACTERISTIQUES FINANCIERES DE DIADEME PROXIMITE I

1. MODALITES DE SOUSCRIPTION

A compter de la réception de l'agrément de l'AMF par la Société de Gestion s'ouvrira une première période de souscription qui se terminera le 31 décembre 2007 à 16h00 au plus tard.

Au cours de cette période, les engagements de souscription pourront être reçus par le Dépositaire. Il est cependant entendu que tous les engagements qui seront reçus pendant cette période seront tous pris en compte à la date d'établissement de la première valeur liquidative sur la base :

- de 100 euros pour les parts A, à compter de l'agrément AMF,
- de 100 euros pour les parts B.

La première période de souscription des parts A s'achèvera donc le 31 décembre 2007 à 16h00 au plus tard.

La première période de souscription des parts B s'achèvera le 31 janvier 2008 à 16h00 au plus tard.

Une deuxième période de souscription s'ouvrira à partir du 1^{er} janvier 2008, et ce jusqu'au 31 décembre 2008 à 16h00 au plus tard. Les souscriptions effectuées après le 31 décembre 2007 à 16h00 seront prises en compte pour l'exercice fiscal 2008. Les parts A seront alors souscrites à la dernière valeur liquidative connue. Les parts B seront souscrites à la dernière valeur liquidative des parts A.

La deuxième période de souscriptions des parts A s'achèvera donc le 31 décembre 2008 à 16h00 au plus tard.

La deuxième période de souscription des parts B s'achèvera le 31 janvier 2009 au plus tard.

La Société de Gestion se réserve la possibilité de refuser des souscriptions de parts si le montant des souscriptions des parts A atteint le montant de 20 millions d'euros avant le 31 décembre 2008.

Chaque souscripteur ayant signé l'engagement de souscription et dont la souscription n'est pas prise en compte en raison du montant des souscriptions sera averti dans un délai de 8 jours de la signature de l'engagement de souscription, dès lors que le montant maximum de souscription des parts A de 20 M€ est atteint. Les partenaires commercialisateurs et distributeurs seront également avertis dans les mêmes délais.

Pour les parts A

Les parts A sont émises et intégralement libérées en numéraire pendant la période de souscription.

Le prix de souscription d'une part A est égal à :

- Sa valeur d'origine de 100 euros jusqu'au 31 décembre 2007 ;
- Sa dernière valeur liquidative connue à partir du 1^{er} janvier 2008.

Chaque souscription sera majorée de 5 % maximum à titre de droit d'entrée. Ce droit d'entrée n'a pas vocation à être versé au Fonds.

Le porteur pourra souscrire en millièmes de part, sans que le montant de la souscription puisse être inférieur à 10 parts.

Pour les parts B

Les parts B sont émises et intégralement libérées en numéraire pendant la période de souscription.

Le prix de souscription d'une part B est égal à :

- Sa valeur d'origine de 100 euros jusqu'au 31 décembre 2007 ;
- A partir du 1^{er} janvier 2008, la dernière valeur liquidative connue des parts A

Les parts B pourront être souscrites en millièmes de part.

Les titulaires de parts B souscriront au maximum 100 parts B pour un montant maximum de 10.000 euros, le montant total des souscriptions des parts B ne pouvant dépasser 0,05 % du montant total des souscriptions des parts A. Ces parts leur donneront droit, dès lors que le nominal des parts A aura été remboursé, à percevoir 20 % des Produits Nets et des Plus-Values Nettes du Fonds.

Dans l'hypothèse où les porteurs de parts A ne percevraient pas le montant nominal de ces parts, les porteurs de parts B perdront la totalité de leur investissement dans ces parts B.

2. MODALITES DE CESSION

Les cessions peuvent être effectuées à tout moment. Les cessions de parts sont libres entre porteurs et entre porteurs et tiers et peuvent porter sur des cent millièmes de part.

Il est rappelé que les avantages fiscaux dont peuvent bénéficier les porteurs de parts sont subordonnés à la conservation des parts pendant une durée minimale de cinq (5) années à compter de leur souscription par des personnes physiques ou par des personnes morales, et ayant investi pendant cette période les sommes ou valeurs distribuées au titre de ces parts

Il n'existe aucune garantie de cession.

Le cédant sera tenu de signer un bordereau de cession qui devra être remis au Dépositaire. Sur ce bordereau figureront le nom, l'adresse ou le siège social du ou des cessionnaires de parts, le nombre de parts cédées et le prix de cession.

Les parts B ne peuvent être cédées librement qu'entre les personnes définies à l'article 3 du Règlement du Fonds. Toute autre cession est interdite.

Le Dépositaire tient une liste nominative et chronologique des offres de cession qu'il a reçues.

3. MODALITES DE RACHAT

Aucune demande de rachat des parts A n'est autorisée avant l'expiration d'un délai de cinq (5) ans à compter de leur souscription.

Cependant, à titre exceptionnel, les rachats qui interviennent avant l'expiration de ce délai sont acceptés dès lors qu'ils sont justifiés par les éléments suivants : licenciement du porteur ou de son époux(se) soumis à une imposition commune ; invalidité du porteur ou de son époux(se) soumis à une imposition commune correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévues à l'article L341-4 du Code de la Sécurité Sociale ; décès du porteur ou de son époux(se) soumis à une imposition commune.

Aucun rachat de parts ne sera effectué pendant la période de liquidation du Fonds.

Si la demande de remboursement d'un porteur n'est pas satisfaite dans un délai d'un an à compter de l'expiration de la période de blocage de 5 ans susvisée (sous réserve des périodes de suspension visées ci-dessus), celui-ci peut exiger la liquidation du Fonds.

Les parts B ne peuvent être rachetées qu'à la liquidation du Fonds ou après que les autres parts émises ont été rachetées ou amorties à concurrence du montant auquel l'ensemble des parts A ont été libérées.

Les rachats sont effectués exclusivement en numéraire.

Commission de rachat acquise au Fonds

- 5 % maximum si rachat avant la fin de la cinquième année
- 4 % maximum si rachat au cours de la sixième année
- 3 % maximum si rachat au cours de la septième année

Aucune commission de rachat ne sera prélevée à partir de la huitième année.

4. PERIODICITE ET LIEU DE PUBLICATION DE LA VALEUR LIQUIDATIVE

La valeur liquidative des parts A et des parts B est établie 2 fois par an, le 30 juin et le 31 décembre. Toutefois, si la Société de Gestion l'estime nécessaire, elle peut établir de nouvelles valeurs liquidatives exceptionnelles qui feront l'objet d'une certification par le commissaire aux comptes.

La valeur liquidative est communiquée par voie d'affichage ou de communication dans la presse ou sur le site Internet de la société de gestion.

5. AFFECTATION DES RESULTATS / DISTRIBUTION DES ACTIFS DU FONDS / REEMPLOI

5.1 La Société de Gestion capitalisera annuellement l'intégralité des résultats du Fonds, sauf à décider à titre exceptionnel une distribution dans les conditions prévues à l'article 11 du Règlement du Fonds.

5.2 La Société de Gestion peut prendre l'initiative, dès lors que l'exonération fiscale est acquise, de distribuer une partie des actifs du Fonds. Les distributions se feront au bénéfice des parts A et B, en respectant l'ordre de priorité défini au point 3 du II. de la présente notice sur les catégories de parts. Les sommes attribuées seront distribuées conformément au Règlement du Fonds.

5.3 Les porteurs de parts personnes physiques qui veulent bénéficier de l'exonération fiscale attachée à la souscription des parts de FCPR (le FIP étant un FCPR) doivent opter pour le réemploi automatique des sommes ou valeurs réparties, conformément à l'article 11.2 du Règlement du Fonds. Si la Société de Gestion effectue une distribution pendant la période d'indisponibilité du porteur de parts concerné, la Société de Gestion réinvestit immédiatement dans le Fonds, pour le compte de ce porteur, ces sommes ou valeurs sous forme de nouvelles parts, dites parts de réemploi. Ces nouvelles parts ou cent millièmes de part seront indisponibles pendant la même durée restant à courir pour les parts dont elles sont issues.

6. FRAIS DE GESTION

- **Commission de gestion annuelle** : 3,8 % maximum nets de toutes taxes de l'Actif Net (défini à l'article 12.2 du Règlement) du Fonds (la Société de Gestion n'a pas opté pour la TVA). Toutefois, si l'Actif Net est inférieur au montant total des souscriptions des parts A et B, la commission de gestion sera égale à 3,8 % maximum nets de toutes taxes du montant total des souscriptions des parts A et B (étant rappelé que la Société de Gestion n'a pas opté pour la TVA).

- **Commission annuelle du Dépositaire** : maximum 0,08372 % net de toutes taxes de l'Actif Net du Fonds, avec un minimum de 26.312 euros net de toutes taxes.

- **Commission annuelle du Délégué de gestion comptable** : honoraires fixés en accord avec la Société de Gestion, estimés à 13.000 euros nets de toutes taxes.

- **Autres frais :**

- *Commissaire aux Comptes* : honoraires fixés en accord avec la Société de Gestion, estimés à 8.730,80 euros nets de toutes taxes par an.

- *Frais divers* : le Fonds paiera l'ensemble des frais externes liés à l'administration du Fonds, tels que les primes d'assurance conclues pour le compte du Fonds (par exemple pour la couverture de l'assurance responsabilité des mandataires sociaux) ; les frais et honoraires de conseils comptables, juridiques, fiscaux ou autres ; les frais d'intermédiaires ; les frais d'évaluation des valeurs non cotées ou des valeurs négociées sur le marché OTC générés par le recours à un expert ; les frais de contentieux, dommages, pénalités et/ou condamnations éventuelles supportés par la Société de Gestion dans le cadre de ses fonctions, que ce passif soit lié aux participations du Fonds ou aux postes de direction occupés par la Société de Gestion, à l'exclusion des frais liés à toute procédure établissant de façon définitive la responsabilité de la Société de Gestion résultant d'une fraude, d'un dol ou d'une infraction pénale accomplie dans l'accomplissement de sa mission ; les frais d'administration et de comptabilité du Fonds (pour un montant forfaitaire annuel maximum de 0,15 % net de toutes taxes des souscriptions) ; les frais relatifs aux obligations légales (pour un montant forfaitaire annuel maximum de 0,15 % net de toutes taxes des souscriptions) ; les frais d'information et de réunion des porteurs de parts, les frais d'édition des rapports aux porteurs de parts, les frais occasionnés pour l'évaluation des actifs du Fonds ; les frais d'assurances contractées au profit du Fonds auprès de la société française pour l'assurance du capital-risque des petites et moyennes entreprises (SOFARIS) ou d'autres organismes, la commission versée à ces organismes, ainsi que la rémunération des membres du Comité Consultatif, qui n'excédera pas 0,10 % de l'Actif Net du Fonds.

Le montant annuel de ces dépenses sera au maximum égal à 1,196 % net de toutes taxes de l'Actif Net du Fonds par exercice comptable, étant précisé que tout montant compris dans cette limite et qui n'est pas utilisé au cours d'une année peut être reporté sur les années suivantes.

- *Frais de transaction* : les frais relatifs aux transactions elles-mêmes seront supportés par le Fonds. Ils comprennent notamment tous les frais d'acquisition ainsi que tous les frais de cession et notamment tous les frais d'intermédiaires et de courtage, les frais d'étude et d'audit, les frais juridiques, fiscaux et comptables, que ces études et audits aient donné lieu ou pas à un investissement ou à un désinvestissement. Les frais de transactions comprennent également tous les frais de rupture de négociations ou de transactions liés à un investissement ou à un désinvestissement, les frais de contentieux éventuels engagés pour le compte du Fonds, les frais d'intermédiation financière et tous les droits et taxes qui pourraient être dus, en particulier en raison de ou à l'occasion d'acquisitions ou de cessions, sous quelque forme que ce soit, effectuées par le Fonds et notamment, les droits d'enregistrement visés à l'article 726 du Code Général des Impôts.

Le montant annuel de ces dépenses sera égal au maximum à 1,794 % net de toutes taxes de l'Actif Net du Fonds par exercice comptable.

Les frais liés aux investissements ou désinvestissements sont répartis au prorata des montants investis par les différents fonds gérés par la Société de Gestion et participant à la même transaction.

- *Frais de constitution* : les frais et honoraires liés à la constitution du Fonds sont à la charge du Fonds, et sont remboursés à la Société de Gestion, de façon forfaitaire pour un montant égal à 1,196 % net de toutes taxes du montant total des souscriptions, dans un délai de six mois à compter de la clôture de la période de souscription.

Tableau récapitulatif des frais

Commission de gestion	Annuellement, 3,8 % maximum nets de toutes taxes de l'Actif Net du Fonds (3,8 % maximum nets de toutes taxes du montant des souscriptions si l'Actif Net est inférieur au montant des souscriptions).
Commission du Dépositaire	Annuellement, 0,08372 % net de toutes taxes de l'Actif Net du Fonds (avec un minimum de 26.312 euros nets de toutes taxes).
Commission du Délégué de gestion comptable	Annuellement, estimés à 13.000 euros nets de toutes taxes.
Autres frais :	
Commissaire aux Comptes	Annuellement, estimés à 8.730,80 euros nets de toutes taxes.
Frais divers	Annuellement, maximum 1,196 % net de toutes taxes de l'Actif Net du Fonds.
Frais de transaction	Annuellement, maximum 1,794 % net de toutes taxes de l'Actif Net du Fonds.
Frais de constitution	Forfaitaires : 1,196 % net de toutes taxes du montant total des souscriptions.
Frais de gestion indirects	Ce FIP investira dans des OPCVM dont les frais de gestion sont au maximum de 2,50 % nets de toutes taxes.

7. DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE

La durée de l'exercice social est de un an. Il commencera le 1^{er} janvier de chaque année pour se terminer le 31 décembre. Par exception, le premier exercice commence le jour de la constitution du Fonds et se termine le 31 décembre 2008.

8. INFORMATIONS DES PORTEURS DE PARTS

A la clôture de chaque exercice, la Société de Gestion dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif, le compte de résultat et la situation financière du Fonds et établit un rapport notamment sur la mise en œuvre de l'orientation de gestion définie par le Règlement du Fonds (politique de gestion, répartition des investissements, co-investissements, co-désinvestissements réalisés aux côtés des portefeuilles gérés et/ou conseillés par la Société de Gestion) ; la nature et le montant global pour chaque catégorie retenue des sommes facturées au Fonds et, un compte rendu sur les interventions des établissements de crédit liés à la Société de Gestion à l'occasion d'acquisition de participations du Fonds ou en vue du financement de sociétés dans lesquelles le Fonds détient une participation selon les modalités prévues à l'article 2 du Règlement du Fonds, les nominations des mandataires sociaux et salariés de la Société de Gestion au sein des organes sociaux de sociétés dans lesquelles le Fonds détient des participations.

L'inventaire est certifié par le Dépositaire et l'ensemble des documents ci-dessus est contrôlé par le Commissaire aux Comptes.

Le bilan, le compte de résultat, l'annexe, la composition des actifs à la clôture de l'exercice, les rapports du Commissaire aux Comptes ainsi que la liste des nominations des mandataires ou salariés de la Société de Gestion en qualité de gérant, administrateur, membre du directoire ou du conseil de surveillance des sociétés dans lesquelles le Fonds détient des participations sont mis à la disposition des porteurs de parts au siège de la Société de Gestion du Fonds. Ces documents sont adressés à tous les porteurs qui en font la demande.

9. LIBELLE DE LA DEVISE EN COMPTABILITE

La comptabilité du Fonds est libellée en euros.

Adresse de la Société de Gestion :

UFG Private Equity, 173 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Adresse du Dépositaire :

BNP Paribas Securities Services, 3, rue d'Antin - 75002 Paris

Lieu ou mode de publication de la valeur liquidative :

disponible auprès de la Société de Gestion.

La présente notice doit obligatoirement être remise préalablement à toute souscription et mise à la disposition du public sur simple demande.

Le Règlement du Fonds d'Investissement de Proximité, ainsi que le dernier document périodique est disponible chez : UFG Private Equity, 173 boulevard Haussmann - 75008 Paris.

Date d'agrément du FIP par l'Autorité des Marchés

Financiers : 5 juin 2007

Date de création du FIP : 2 juillet 2007

Date de mise à jour de la notice d'information :

2 juillet 2007